

entre la ville et la Pointe-Levi ; il a fait un froid intense la nuit dernière ; ce matin le fleuve est presque entièrement couvert de glaces et la rivière Saint-Charles est prise
Idem.

ÉTATS-UNIS.

Transport de Farines Américaines en Algérie.—Il a été vendu, dernièrement, à la Nouvelle-Orléans, plus de deux mille barils de farine, destinés à être transportés directement à Alger.

Télégraphe Electrique.—La malle américaine qui est arrivée ce soir à 4 heures nous annonce la nouvelle d'une victoire remportée par le général Wool, et une autre par le colonel Doniphan. C'est-à-dire que ces deux braves sont entrés dans deux villes dont les portes étaient ouvertes et sans coup férir ! les noms des villes sont Monclava et Cichuahua.

On dit que l'armistice de Monterey est rompue. Qu'on doit attaquer St. Jean d'Ulloa.

—Une dépêche Télégraphique de Washington, en date de samedi le 5, nous apprend l'arrivée de M. Calhoun. Il y avait déjà un nombre suffisant de membres pour les deux chambres. Pas de nouvelles du Sud. La Californie est formellement annexée par le Commodore Sigsbee.

Le 7 décembre était le jour fixé par la loi pour l'ouverture du congrès des États-Unis. Aux dernières dates de Washington, les membres arrivaient déjà en grand nombre pour choisir leurs quartiers d'hiver et se trouver à leur poste dès le commencement de la lutte qui va s'engager entre les partis. La session sera probablement une des plus orageuses qui aient jamais eu lieu. Le président Polk aura fort à faire à disculper sa conduite à l'égard du Mexique. Une guerre injuste, agressive, inconstitutionnellement entreprise et ruineuse pour les finances du pays ; cette guerre, au moyen de laquelle il comptait assurer sa réélection, lui a porté malheur en faisant tourner, contre lui et son parti, les élections qui viennent d'avoir lieu dans les états de New-York, Pensylvanie, Ohio, Massachusetts, New-Jersey et autres. Il est vrai que les nouveaux membres élus ne siègeront pas au congrès actuel ; mais la certitude que la majorité du prochain congrès lui sera hostile n'en rend pas moins sa position fort embarrassante, sinon très-critique. On l'a menacé même de le mettre en accusation dès l'ouverture du congrès : nous ne pensons pourtant pas que le parti Whig, dans l'exaltation de son triomphe, aille si loin ; car ce serait s'exposer imprudemment à voir ce triomphe se changer en défaite. Une autre cause qui a puissamment contribué à ce revirement de partis, aura aussi une large part dans les débats du congrès : c'est le nouveau tarif, calqué, jusqu'à un certain point, sur les principes de *commerce libre* de sir Robert Peel ; c'est le tarif, peut-être plus que toute autre cause, qui en privant les manufactures naissantes et les produits indigènes de la protection dont ils jouissaient sous le tarif de 1842, a tourné la Pensylvanie, surtout, contre M. Polk. Aux États-Unis on sent bien que le *commerce libre* était une nécessité nationale, impérieuse, pour l'Angleterre, et que c'est dans son intérêt seul qu'elle en a adopté les principes et qu'elle cherche à les faire prévaloir chez les autres peuples. Le système des sous-trésoreries, qui n'a pas eu le succès que M. Polk en attendait, aura probablement aussi sa part dans les débats orageux qui vont s'ouvrir à Washington.

—A la même date, il y avait en circulation \$3,072,283 97 de bons du trésor. On assure que la banque de la métropole à Washington a pris pour \$50,000 de bons portant 5 2/5 pour cent d'intérêt ; la banque des Artisans de New-York, \$10,000 ; Corcoran etc. Riggs de Washington, \$30,000. Les bons du trésor qui portent intérêt d'un millième pour cent peuvent être déposés et échangés contre ceux qui donnent un intérêt de 5 2/5 pour cent.

—Le steamboat anglais *North America*, voyageant entre St. Jean et Boston, a péri dans la nuit du 25 ultimo. Tous les passagers, ainsi que l'équipage ont été sauvés, à l'exception d'un chauffeur. Mais le bagage et la cargaison ont été perdus.

IMPORTANCE DE L'ÉTUDE DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE.

ARTICLE.

Lu devant l'Institut Canadien, à Montréal, le 19 novembre 1846, par l'auteur

E. PARENT, ECR.

Suite et fin.

MESSIEURS,

Maintenant, Messieurs, ne penserez-vous pas avec moi que ce n'est qu'en tremblant qu'un législateur doit aborder les questions d'économie politique : et qu'ils assument une immense responsabilité ceux qui, pouvant le faire, négligent les moyens de pouvoir se prononcer avec connaissance de cause ? Mais qu'on n'aille pas croire que cette responsabilité pèse seulement sur ceux qui se mêlent directement de législation, l'étude de l'économie politique est nécessaire et partant obligatoire à tout le monde. Sur ce point écoutons Say, dans son discours préliminaire :

« On a cru longtemps, dit-il, que l'économie politique était à l'usage seulement du petit nombre d'hommes qui régissent les affaires de l'état. Je sais qu'il importe que les hommes élevés au pouvoir soient plus éclairés que les autres ; je sais que les fautes des particuliers ne peuvent jamais ruiner qu'un petit nombre de familles, tandis que celles des princes et des ministres répandent la désola-

tion sur tout un pays. Mais les princes et les ministres peuvent-ils être éclairés, lorsque les simples particuliers ne le sont pas ? »

« Dans les pays où l'on a le bonheur d'avoir un gouvernement représentatif, chaque citoyen est bien plus encore dans l'obligation de s'instruire des principes de l'économie politique puisque là, tout homme est appelé à délibérer sur les affaires de l'état. Enfin, c'est toujours Say qui parle, en supposant que tous ceux qui prennent part au gouvernement, dans tous les grades, pussent être habiles sans que la nation le fût, ce qui est tout-à-fait improbable, quelle résistance n'éprouverait pas l'accomplissement de leur meilleurs des-seins ? Quels obstacles ne rencontreraient-ils pas dans les préjugés de de ceux mêmes qui favoriseraient le plus leurs opérations. Pour qu'une nation jouisse d'un bon système économique, il ne suffit pas que les chefs soient capables d'adopter les meilleurs plans, il faut de plus que la nation soit en état de les recevoir. »

Il serait possibles de multiplier les citations sur ce point, comme il est facile de trouver dans l'histoire des peuples une foule d'exemples l'appui de ce que nous venons de lire. Je vous en rapporterai un fort remarquable, qui ne laisse rien à désirer. En 1733, Sir Robert Walpole proposa un plan financier, ayant pour objet d'introduire le système d'entrepot, qui devait rendre Londres le plus grand marché du monde, ce qu'il est aujourd'hui enfin. Alors malheureusement, la science économique, en Angleterre comme dans tout le reste de l'Europe, en était encore au berceau ; la nation Anglaise n'était pas encore en état de recevoir le plan de son ministre, tout excellent qu'il fût ; la seule proposition qui en fut faite faillit soulever le pays, et ce fut avec les plus vives démonstrations de joie que le peuple accueillit l'abandon de la mesure : Et telle était la force des préjugés que ce ne fut qu'en 1803, trente ans plus tard, que fut adopté sans danger le système d'entrepot, la plus grande amélioration, dit M. Culloch, qui ait peut-être jamais été faite dans la police financière et commerciale du pays. »

L'ignorance, ou les préjugés en fait d'économie politique ne fait pas seulement rejeter de bonnes mesures législatives, ils en imposent en outre, de mauvaises.

Celui qui pour la première fois étudia l'économie politique, est frappé d'étonnement à la vue des erreurs monstrueuses que lui signalent ses auteurs à chaque page chez les nations les plus avancées, comme chez les hommes les plus éclairés. Vous voyez l'Égypte obliger les enfants à exercer le même état que leurs pères, comme si la nature donnait nécessairement aux hommes les aptitudes particulières à l'état où ils naissent ; sans parler du danger d'encombrer certaines industries, et d'en laisser d'autres avec un nombre insuffisant de travailleurs, selon les besoins variables de la société. Vous voyez dans certains états de l'ancienne Grèce les travaux industriels absolument interdits aux citoyens, qui étaient à peu près ce que sont les nobles modernes. Cette loi se rencontre à l'état de préjugé à Rome, mais si profondément enraciné que Cicéron, cet esprit si philosophique, n'a pu s'en garder. Le niénu négoce est sordide et déshonorant à ses yeux, et toute la grâce qu'il fait au grand commerce c'est de dire qu'il n'est pas tout-à-fait aussi méprisable—*non-admirandum viluperanda*. Avec une pareille idée, la Grèce et Rome n'auraient jamais existé sans l'esclavage. Chez les modernes vous voyez l'Espagne devenir la victime de cette erreur commune naguère que l'or et l'argent étaient la seule source de la richesse, au point que dans presque tous les États de l'Europe on passa des lois pour prohiber l'exportation de ces métaux. C'était raisonner aussi bien que l'avare qui se laisserait mourir de faim sur son trésor. Les opérations de la fameuse Compagnie des Indes Orientales en Angleterre, furent longtemps gênées par cette cause, et ce ne fut qu'après 63 ans de discussion qu'elle obtint pour elle et pour le commerce particulier, liberté pleine et entière sous ce rapport. C'est dire que l'Angleterre repoussa pendant 63 ans une mesure qui a contribué autant et plus que qu'on se soit, à lui donner deux cent millions de sujets en Asie. Enfin, pour citer quelques noms célèbres très modernes, on voit Montesquieu et Voltaire préconiser le luxe comme un bienfait, presque à l'égal d'une vertu. Louis XIV disait qu'un Roi faisait l'aumône en dépensant beaucoup ; mais quelques soixante ans plus tard le peuple de Paris préjudicait à une terrible révolution en demandant du pain. Un autre monarque plus rapproché de nous encore que le grand Roi, Frédéric II, surnommé aussi le Grand, trouvait que la guerre était un moyen admirable de distribuer également dans ses Provinces les subsides que les peuples fournissaient au gouvernement.—Certes, les peuples se fussent beaucoup mieux trouvés qu'on leur eût laissé ces subsides.

Terminons ces quelques exemples d'erreurs choisies entre des milliers d'autres, chez les peuples étrangers, par un exemple tou-